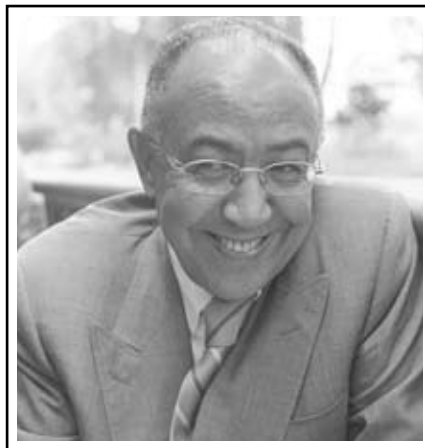


# CARTE BLANCHE



## **GRANDE INTERVIEW DE MOHAMED CHERKAOUI**

**« Nos décideurs ont une connaissance  
très élémentaire de la société »**

Propos recueillis par Fadma Aït Mous & Driss Ksikes

### **Dernier mot**

**L'effondrement immobilier** par Nadia Alaoui Hachimi

# Mohamed Cherkaoui

« Les décideurs ont une connaissance très élémentaire de la société »

*Propos recueillis  
par Fadma Ait Mous & Driss Ksikes*

*Les sciences sociales renaissent de leurs cendres au Maroc, après une longue hibernation. A qui profite cette renaissance ? Comment faire pour qu'elle ne serve pas uniquement de boussole pour l'Establishment ?*

Votre question suppose qu'un bûcher a été dressé et que la sociologie a été vouée aux flammes de l'enfer. C'est faire trop d'honneur à cette discipline scientifique. A ma connaissance, seul le régime des Colonels en Grèce l'avait expressément interdite. Nous étions, il est vrai, en bonne compagnie avec le plus célèbre des Grecs, Socrate.

J'ignore le degré de vraisemblance de ce que certains affirment de la sociologie au Maroc dans les années soixante. Certains pensaient, d'autres pensent encore, que la fermeture de l'Institut de Sociologie de Rabat signifiait que le pouvoir n'entendait pas laisser les chercheurs poursuivre librement leurs travaux. Je ne sais pas s'il y a eu une volonté délibé-

**Avec rigueur et efficacité, le sociologue marocain, Mohamed Cherkaoui, analyse tour à tour les rapports de l'Etat avec les sciences sociales, le Sahara, le fondamentalisme, l'école... met le doigt sur erreurs et blocages, et bat en brèche bien des idées reçues. Propos percutants d'un chercheur de renommée internationale, aussi discret qu'exceptionnel.**



rée de mettre fin à l'aventure intellectuelle, de punir les sociologues. Méfions-nous de la paranoïa. Il y a des contre-preuves : dans d'autres endroits, des niches continuaient d'exister et au sein desquelles on produisait de bonnes études. La plus importante étant celle de l'Institut Hassan II que dirigeait Paul Pascon. Il m'est donc difficile de porter un jugement tranché sur ce sujet. Mais peut être, au fond, avez-vous raison.

Je ne suis pas sûr qu'il y ait eu une longue hibernation. Les choses ont certes changé : reconnaissons-le de

bonne grâce. Loin de moi l'idée de tenir des discours unilatéraux, tendancieux, nihilistes ; ils seraient sans fondement. Oui merci, les sciences sociales vont un peu mieux. Cependant, un long chemin reste à parcourir pour qu'une véritable école naisse et s'institutionnalise.

Passons maintenant à la floraison d'études que nous enregistrons ces dernières années. Comment ne pas la saluer ? Elle est utile pour tout le monde, aussi bien pour les pouvoirs publics que pour toute la société. Je dois malheureusement immédiatement ajouter que le plus clair de ces études consiste principalement en commandes faites par des institutions, par l'Etat surtout. Or, paradoxalement, les dirigeants d'institutions publiques, quoique principaux bailleurs de fonds, n'ont pas toujours les idées claires sur la nature de la demande qu'ils peuvent formuler et les objectifs qu'ils sont en mesure d'atteindre en faisant faire aux chercheurs en sciences sociales des études ou des expertises.

*Par quoi expliquez-vous l'incapacité des commanditaires institutionnels à formuler clairement leurs demandes ? Pouvez-vous expliciter votre propos ?*

Lorsque les responsables du ministère de l'Intérieur ont voulu promouvoir la participation électorale aux législatives du 7 septembre dernier, ils se sont adressés à des agences de communication plutôt qu'à de véritables professionnels. S'ils avaient tout d'abord sollicité les sociologues et politistes, nous aurions eu de véritables enquêtes de sociologie électorale. Nous aurions disposé de données fiables sur l'intention de vote de l'électeur. Nous aurions eu un pronostic sérieux, au lieu de vagues propositions sans fondement. Le résultat de ces enquêtes n'aurait pas laissé le moindre doute sur le taux

de participation. A dire vrai, certains d'entre nous subodoraient que la participation serait basse. Nous nous fondions sur quelques observations et des remarques de bon sens.

Mais grâce à ces enquêtes électorales, par panel notamment, conduites par des professionnels, nous aurions au moins su à l'avance les raisons de l'abstention et les éventuels changements dans l'opinion publique. Il n'appartient pas au sociologue ou au politiste de dire si la participation est bonne ou mauvaise.

temps sur le même échantillon, pour mesurer notamment les changements et éventuellement les influencer. Je peux donner plusieurs exemples où une telle stratégie est possible. Mais cela nous conduit à des considérations théoriques sur l'opinion publique (par exemple dans le remarquable travail d'Anthony Downs *An Economic Theory of Democracy*, particulièrement le chapitre 8 sur le théorème de Hotelling ; vous verrez l'un des possibles).

## Fonder une stratégie de participation électorale sur le battage médiatique aveugle est au mieux naïf au pire ridicule.



Un tel jugement de valeur nous est interdit, selon le point de vue wébérien que je défends et que je crois juste. Mais il aurait été en mesure de répondre à la question qui taraudait les responsables publics, celle de savoir si l'on est en mesure d'exercer une influence sur l'opinion ou pas et dans quelle mesure on pouvait le faire. Il aurait fallu conduire des enquêtes à différents instants du

Il est, par conséquent, au mieux naïf, au pire ridicule, de fonder une stratégie de participation électorale sur le battage médiatique aveugle et sur les tam-tams, comme si l'opinion était constituée d'imbéciles et donc en mesure d'être façonnée par des apprentis sorciers. En fait, ces prétendus médiateurs ignorent les connaissances les plus élémentaires en sociologie électorale que n'importe ►►



quel étudiant débutant est censé connaître sur le bout des doigts. Quel étudiant ignore les travaux novateurs, quoique anciens, du grand sociologue américain Paul Lazarsfeld? Qui ne connaît pas les recherches de l'école de Michigan? Qui n'a pas médité sur les innombrables études et controverses sur l'abstention aux Etats-Unis d'Amérique ou en Europe?

Nous disposons de centaines, voire de milliers d'études sur l'opinion publique, menées depuis la fin des années 1940 jusqu'à aujourd'hui. Ces soixante-dix ans de sociologie électorale auraient pu nous permettre de tirer les bonnes leçons pour le Maroc. Mais rien de tout cela n'a été fait. De grâce, que l'on ne vienne surtout pas me raconter que le Maroc est un cas particulier

et que donc les recherches menées ailleurs ne s'y appliquent pas. J'ai le regret de dire à ceux qui tiennent un tel langage qu'ils se trompent et que pour la quasi-totalité des phénomènes sociaux, économiques, démographiques, le Maroc ne présente aucune particularité. Ce n'est pas un « *Sonderfall* ».

En clair, les responsables du ministère chargé des élections auraient dû jouer cartes sur table. Qu'ils s'adressent aux spécialistes et déclarent ouvertement : « Nous souhaiterions atteindre tel taux de participation. Cela est-il possible? ». Rien n'interdit une stratégie de communication sous la responsabilité des médiateurs mais à la condition qu'elle soit définie après et selon les résultats de la recherche, non indépendamment de celle-ci. Nous ne sommes donc pas encore

dans une configuration claire où l'Etat joue ouvertement le rôle de prescripteur. Lorsque l'Etat français ou tel grand parti allemand, anglais ou américain souhaite atteindre des objectifs électoraux, il commence d'abord par analyser l'état de l'opinion publique. Il ne s'adresse pas en premier aux communicateurs, mais aux sociologues et aux politistes. Lisez les quotidiens américains aujourd'hui et vous verrez la rafale d'enquêtes d'opinion.

*Mais est-ce que la recherche en sciences sociales peut vivre, se développer, apporter quelque chose de nouveau, si ses sources de financement se réduisent aux organisations étatiques ou privées?*

La question des sources de financement est un problème crucial. L'Etat et le mécène privé doivent accepter

de donner de l'argent pour rien. C'est un don à fonds perdus, qui permettra au chercheur de définir librement ses objets, projets et méthodes. Au risque de déplaire ou de scandaliser, je dois rappeler que la science est une activité gratuite, aristocratique. Elle est de la spéculation abstraite pure. Mais que de résultats décisifs, révolutionnaires, pour la société découlent souvent de cette activité si éloignée du réel !

C'est dans la mesure où, précisément, cette liberté totale lui est accordée que le chercheur peut contribuer à l'avancement de sa science. Dans le cas contraire, il finira par devenir un producteur de rapports



Le père de la sociologie, Max WEBER

## Si la recherche se contente de répondre aux appels d'offres, jamais elle ne pourra devenir une discipline autonome.

sans consistance qui finissent en général au fond d'un tiroir.

Evidemment, il appartient aux pouvoirs publics, aux bailleurs de fonds, de contrôler la production des scientifiques par d'autres scientifiques. Le moyen le plus efficace et le plus immédiat est de dresser le répertoire des articles publiés dans les revues scientifiques, c'est-à-dire des revues à comité de rédaction qui sélectionnent les articles proposés en fonction de procédures, le plus souvent anonymes, et selon des critères stricts, en faisant le plus souvent appel à d'autres scientifiques reconnus dans la discipline. Il existe d'autres critères.

*Revenons à l'existant. En ayant un rapport utilitaire avec les sociologues et autres économistes, les décideurs et bailleurs de fonds appauvrissent-ils les sciences sociales ?*

à jamais expert. S'il se limite à cette fonction, si nous réduisons les sciences sociales à n'être que des sciences «caméras», selon l'expression de Schumpeter, le chercheur perd son âme à coup sûr. Voici le dilemme: en tant qu'expert, il doit répondre aux contraintes des bailleurs de fonds ; en tant que chercheur scientifique, il doit se définir avant tout par rapport à une communauté scientifique, nationale et internationale. Il doit définir son travail de recherche par rapport à des questions scientifiques qui se posent au sein de sa discipline, c'est-à-dire dans le cadre de théories scientifiques, non de problèmes sociaux. La misère n'est pas un problème scientifique, mais une question sociale.

Certains sociologues en font une profession ; c'est ce que nous pouvons appeler «la sociologie compassionnelle» ; ce n'est pas la sociologie scientifique. Le chercheur est censé

résoudre des énigmes scientifiques, ce que ne fait jamais l'expert.

La place du chercheur en sciences sociales comme dans les sciences pures se détermine par rapport à la cité scientifique et à sa communauté. Si la recherche se réduit aux réponses aux appels d'offres, jamais elle ne pourra se développer et aboutir à la construction d'une discipline autonome. Rappelez-vous les théories économiques de Smith, Ricardo, Walras, Menger, les théories sociologiques de Tocqueville, Max Weber, Durkheim ou Marx, pour ne citer que les pères fondateurs de nos disciplines. Aucune d'entre elles ne se fonde sur des expertises alors que l'activité camérale existait aux 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> siècles.

Au Maroc, l'écrasante production en sciences sociales relève d'une littérature que nous qualifions de «grise», c'est-à-dire de rapports. Rarissimes, pour ne pas dire inexistantes, sont les articles publiés dans les revues internationales qui puisent leur source dans une étude financée par contrat. J'en sais quelque chose, puisque je suis sur le point de terminer l'analyse de la production dans ces disciplines depuis la création de l'Université marocaine, c'est-à-dire depuis presque cinquante ans.

*Quels sont les principaux enseignements de l'étude que vous avez menée à propos de l'Evaluation de la Recherche en sciences sociales et humaines au Maroc, pour le compte du Comité interministériel permanent, relatif à la recherche scientifique et au développement technologique ? Comment expliquez-vous qu'il y ait beaucoup plus de propension à l'expertise à usage restreint, au détriment de recherches accessibles à tous les acteurs ?*

Nous parlerons des résultats de la grande recherche sur les sciences humaines et sociales dont je suis



responsable. Vous imaginez bien que les pouvoirs publics sont très réticents à financer des recherches scientifiques pour la recherche scientifique. L'art pour l'art est difficilement compréhensible pour l'administration. Mais enfin je préfère que l'Etat finance l'expertise plutôt que rien. Au moins, cela permet aux chercheurs de faire du terrain, de collecter des données dont nous manquons cruellement, de se documenter, de disposer de quelques maigres fonds pour participer à des congrès. Tout n'est pas négatif. Mais cela pourrait l'être si le financement de la recherche se réduisait à cela.

Me permettez-vous de prendre un exemple personnel ? En France, à la fin des années 70 et au début des années 80, une enveloppe importante du budget de la recherche a été mise à la disposition du ministère du Plan. Ayant rempli la fonction d'expert auprès de ce ministère pendant quelques années, j'ai eu à participer avec un collègue économiste, qui partageait les mêmes responsabilités, à l'élaboration des appels d'offres et à leur validation. Des centaines de millions de francs de l'époque ont été distribués chaque année. Nous avons amèrement constaté que la recherche en sciences sociales aboutissait rarement à la publication d'articles importants dans des revues scientifiques. En revanche, nous avons observé que des chercheurs, avec des moyens limités, publiaient des travaux de qualité. Ces moyens modestes provenaient d'aides du laboratoire d'accueil du chercheur ou d'institutions autonomes. Je ne veux pas dire que tous les travaux financés par le ministère du Plan n'étaient pas de qualité mais, dans

leur majorité, ils étaient d'un intérêt scientifique limité.

*Pourquoi, aujourd'hui au Maroc, vit-on une expérience comparable ?*

Je crois que c'est parce que les pouvoirs publics ont compris qu'ils ont intérêt à utiliser les études faites en sciences sociales. Nous devons nous rendre compte que c'est là une étape importante qui a été franchie dans les modes de pensée des décideurs marocains. J'espère qu'ils ont compris que la connaissance qu'ils ont de la société est très élémentaire, ou plutôt que les informations dont ils disposent viennent essentiellement de sources de leurs propres agents. Ils se sont rendu compte que, s'il est utile d'utiliser ces informations classiques - informations dont les sources sont la police, la DST, les agents locaux, etc. comme c'est le cas dans

propre vision, qui n'est pas toujours dénuée d'intérêt, mais ils sont impuissants à les décrire selon des catégories neutres et encore moins à les expliquer.

*Comment peut-on selon vous expliquer le fait que les autorités ne tiennent pas assez compte de l'apport des chercheurs pour une réelle réorientation de leurs priorités ?*

Le cas des dernières élections dont nous nous sommes entretenus tout à l'heure est un bon exemple. C'est un échec cuisant pour ceux qui ont conduit cette opération qui a, paraît-il, coûté des sommes vertigineuses. J'ignore les mécanismes de décision des responsables de départements. J'ignore qui prend les décisions de confier telle campagne à telle agence, sans au préalable consulter les experts du domaine.

## Des transformations sociales majeures ont amené les individus à se poser des questions identitaires.

tous les pays, ces informations sont insuffisantes et en partie biaisées ; il serait dès lors absurde de fonder des décisions sur ces sources uniques. Les sciences sociales leur apportent un éclairage différent.

D'ailleurs, plusieurs événements, violents ou non, qui ont eu lieu dans un passé lointain et récent, ont montré les limites de la prise de décision fondée sur le renseignement, et ont révélé le faible degré de finesse et de précision des informations dont les décideurs disposent. Par ailleurs, il ne suffit pas de disposer d'informations ; encore faut-il les interpréter correctement. Comment voulez-vous que les responsables de la police théorisent les mouvements sociaux ? Oui, ils les appréhendent selon leur

Certains pensent que ces décideurs ne veulent pas faire entrer le chercheur en sciences sociales dans la bergerie pour plusieurs raisons, qu'il est facile d'imaginer. Mais peut-être les responsables pensent-ils sincèrement qu'ils sont entourés d'experts qui connaissent l'opinion. Ils sont peut-être de bonne foi. Il faut dire qu'ils sont trop sollicités et qu'ils n'ont pas assez de temps à accorder aux résultats des travaux de chercheurs pour mieux penser leurs décisions. Ce sont des « pompiers volants ». Or, comment voulez-vous qu'un pompier volant ait le temps de réfléchir ? Il a beau être sensible, intelligent, il n'a pas le temps d'aller au fond des choses. Sa journée n'est pas extensible. L'horizon de sa pensée ne dépasse

souvent pas la journée, rarement la semaine, exceptionnellement le mois. Il faudrait pour cela qu'il dispose d'un staff qui soit en mesure de lui préparer les dossiers. J'entends un staff dont la fonction est de réfléchir et de présenter les différentes options, non des ronds de cuir.

*Dans votre dernier livre sur le Sahara, vous consacrez le gros de votre étude à l'intégration sociale et économique des Sahraouis par les structures modernes de la société. Comment expliquez-vous la résistance de pans de la société sahraouie à l'intégration politique ?*

Premièrement, j'ignore si les Sahraouis sont ou non intégrés politiquement. J'ai fait une étude sur l'intégration sociale et économique. Quiconque lit les résultats des recherches que j'ai menées se rendra compte que, sur ce plan au moins, quelque chose de fondamental, à quoi je ne m'attendais pas, s'est passé. Je veux dire qu'en dehors de tout parti-pris politique, les résultats de mes recherches démontrent clairement que les Sahraouis au Sahara se sont parfaitement intégrés à la société marocaine. Vous savez que, dans ce livre qui est le résultat de plusieurs enquêtes et qui mobilise toutes les données empiriques existantes, j'ai multiplié les indicateurs de l'intégration à tel point que j'ai conduit une enquête démente, inédite, sur 30 000 mariages, pour établir si oui ou non les Sahraouis et les Marocains ont des échanges matrimoniaux fréquents. Aucun lecteur ne contestera le résultat de la recherche, qui remet en question de nombreuses croyances fausses sur la société sahraouie. Espérons que ces résultats seront pris en considération.

Concernant l'intégration politique des Sahraouis, il faudrait conduire une autre recherche, que personne

n'a jamais faite d'ailleurs. Cependant, nous pourrions disposer de l'élément important que sont les élections. C'est un bon indicateur. Or, là encore, il faudrait mener une étude sur les élections au Sahara. Et il ne suffit pas de me dire qu'au Sahara, le taux de participation a été le plus élevé du Maroc. Mais comment l'interpréter ? C'est insuffisant. Ne me demandez pas de marcher dans ce champ de mines sans moyens qui me permettent de déminer, sans don-



nées supplémentaires. Ou bien j'ai une conduite scientifique sérieuse ou bien je reste muet.

*Votre étude, basée sur 30 000 actes adoulaïres laisse entendre que le tribal n'est plus un facteur hautement déterminant au sein de la société sahraouie. Faut-il croire que la stratégie de l'Etat marocain sur ce sujet est en décalage avec la réalité ?*

Je suis heureux que vous en donniez une interprétation aussi osée, mais juste. Vous avez raison de déduire cette conclusion de l'étude sur le mariage. En effet, la prégnance du tribal n'est plus aussi importante que par le passé. Jamais une étude purement anthropologique n'aurait mis en évidence ce résultat décisif. Pour cette raison notamment, il est

vrai que la politique marocaine (et je le dis clairement dans le livre) n'est plus conforme à la réalité.

Là encore, acceptez que je sois prudent dans mes jugements dans la mesure où de nombreuses données me manquent cruellement. Mais je vais essayer de vous répondre. La politique menée par les autorités marocaines depuis 1975 a été fondée sur l'aide directe aux chefs de tribu qui répartissaient la manne entre les membres de leur tribu. Or la

morphologie de la société sahraouie a changé. Les jeunes ont massivement poursuivi des études primaires, secondaires et fréquenté les universités marocaines. La population rurale n'existe pratiquement pas. Le Sahara s'est urbanisé rapidement. Le nouveau jeune Sahraoui d'aujourd'hui n'est pas celui d'hier. Les mêmes critères qui présidaient à la hiérarchie sociale, telle qu'on se la représentait, et à la stratification réelle, n'ont plus cours.

Les pouvoirs publics marocains n'ont pas anticipé cette nouvelle situation et n'ont guère davantage pris en considération les autres Sahariens du Maroc, les Tekna, les R'guibat, qui sont issus d'autres régions que de l'ex-Sahara occidental, pour ne prendre que ces cas, et qui se sont

sentis totalement délaissés. Bref, la politique du clientélisme tribal n'est plus efficace. Il n'est donc pas étonnant qu'un sentiment de frustration apparaisse. Or les sociologues et politistes connaissent très bien les mécanismes de frustration relative et leurs conséquences dangereuses pour le maintien de l'ordre et de la paix sociale.

*Les clés données par l'un des pères de la sociologie, Max Weber, pour comprendre l'origine protestante du capitalisme en Europe peuvent-elles être transposées et expliquer le retard de notre capitalisme par l'absence de réforme religieuse ?*

Non. D'abord, entre protestantisme et capitalisme, il n'y a pas un rapport de cause à effet. Max Weber n'a jamais écrit cela même si on le lui fait dire. Il a identifié en revanche l'homologie de structures entre l'éthique protestante et l'esprit du capitalisme. Les mécanismes de production du capitalisme sont complexes. Je ne veux pas vous ennuyer avec cette histoire. Le plus simple est que je renvoie le lecteur aux chapitres de mon ouvrage sur Le paradoxe des conséquences (\*). Ce que Weber nous apprend aussi, c'est qu'une fois le capitalisme établi comme mode d'organisation et de gestion, comme économie, régulation sociale, culture et civilisation, il devient autonome par rapport au religieux. Et c'est précisément dans la mesure où le capitalisme est devenu une sphère autonome qu'il s'est étendu non seulement à d'autres pays, mais également à d'autres civilisations, à d'autres cultures. Donc, il est difficile de dire qu'il n'arrive pas à s'implanter de manière aussi forte dans les pays musulmans pour des raisons religieuses.

Je réponds à votre question par la négative pour d'autres raisons égale-

ment. D'abord, plusieurs sociétés musulmanes, peut-être la plupart, ont été davantage séduites par le communisme et le socialisme que par le capitalisme. Pourquoi ? Sans doute parce qu'il y a dans le socialisme et le communisme une forme de fraternité et de générosité que le musulman comprend immédiatement et naturellement, dans la mesure où la fraternité est un principe de l'islam, comme du reste, de toutes les religions. Mais les autres religions ont connu une très forte concurrence séculaire de la sphère de l'économie qui les a conduites à rompre les liens entre les deux sphères. Une grande partie des pays musulmans et des musulmans eux-mêmes continue d'appréhender les rapports économiques en termes éthiques ou religieux. Or, dans des textes admirables de sociologie des religions,

## Au Sahara, la politique du clientélisme tribal n'est plus efficace : pas étonnant qu'un sentiment de frustration apparaisse.

Max Weber démontre que, au terme d'un processus séculaire, les deux sphères hétérogènes s'autonomisent. Elles cessent de s'interpénétrer et d'avoir des relations de bon voisinage. Elles deviennent des sphères non seulement autonomes, douées d'une logique intrinsèque, mais franchement antinomiques. Les relations qui dominent le marché n'ont rien à voir avec la fraternité.

*Qu'en est-il de la prise de risque et de l'esprit d'entrepreneuriat ? Une réforme religieuse ne leur donnerait-elle pas un coup de pouce ?*

Cela me rappelle une conférence de l'archevêque de Canterbury qui

a débuté son propos en disant : «L'islam doit se réformer», entendons «si l'islam veut entrer dans la modernité». Disons que la proposition du primat anglican n'est pas dénuée de fondement, mais je ne sais pas en quoi une réforme religieuse pourrait conduire à ce qu'on appelle la modernité. Cela avait un sens pour les sociétés occidentales au 16<sup>e</sup> siècle. J'avoue ignorer ce que cela voudrait dire pour les sociétés musulmanes qui ont, malgré tout, connu des transformations profondes. Les grands réformateurs musulmans de la fin du 19<sup>e</sup> et du début du 20<sup>e</sup> siècles, singulièrement en Egypte et en Inde (le Pakistan n'existait pas encore), avaient posé la question. Ils avaient proposé des éléments de réponse. Personnellement, je n'en ai pas. Je n'ai pas réponse à tout, loin s'en faut.

Quant à la prise de risque, c'est une question éminemment économique. A ce sujet, vous trouverez de très belles pages dans *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme* de Max Weber, dans les travaux de Schumpeter sur l'entrepreneur capitaliste, mais surtout dans de nombreux travaux récents en économie et en psychologie cognitive.

Vous savez qu'au Maroc, les fortunes ont eu ces dernières années des destins singuliers. Certains Marocains se sont enrichis avec une rapidité déconcertante. Ce sont des milliardaires qui, il y a à peine quatre ou cinq ans, n'avaient pas un sou. Leur argent dort dans les banques ou bien



il est investi dans l'immobilier. Or le bâtiment ne crée pas de richesses, même s'il fait travailler beaucoup de main d'œuvre. Aujourd'hui, en dehors de l'agriculture, seule l'industrie de pointe peut le faire. Le gouvernement précédent l'a compris et a encouragé l'investissement dans ce sens. J'espère que l'on continuera dans la même direction. Or, il ne suffit pas de demander aux nou-



veaux et anciens riches de prendre des risques. Il appartient à l'Etat de minimiser les risques de ceux qui en prennent. Cela devrait se traduire par des exonérations fiscales, une charge foncière proche de zéro, sous condition, pour ces véritables entrepreneurs, par des facilités pour la formation de leurs techniciens, etc. Ne l'oublions pas, les promoteurs immobiliers, qui font aujourd'hui les beaux jours de la Bourse, tirent la consommation et donc le produit intérieur brut vers le haut. C'est une excellente chose. Mais ils ne seront peut-être pas là dans une décade. Tout cela risque de s'essouffler. Une bonne économie saine ne doit pas être fondée sur la seule consommation. Méditez sur ce qui se passe de l'autre côté de l'Atlantique.

Le risque est pris par ceux qui investissent dans l'industrie et l'agriculture. Il y a des gens admirables qui travaillent, dans le Souss notamment, malgré des difficultés presque insurmontables. Certains entrepreneurs audacieux ont investi dans les TIC et exportent les produits de leur savoir. C'est remarquable, mais cela n'est pas suffisant. Il en faudrait des centaines, des milliers.

*Dans l'un de vos articles, vous expliquez comment soufisme et fondamentalisme se nourrissent mutuellement, in fine. L'Etat marocain laisse croire que les deux tendances se neutralisent, dans l'absolu. Comment expliquer, à partir de cet exemple, la différence entre propagande et savoir ?*

Il est vrai que les responsables du religieux au Maroc ont cru pouvoir manipuler les structures religieuses traditionnelles pour contrer le fondamentalisme. Ils ont fait un raisonnement par l'absurde qui n'est qu'en partie vrai. Ils se sont dit : puisque le soufisme populaire (des zaouïas) existait bien avant l'apparition de mouvements intégristes, il suffirait d'insuffler une nouvelle dose de ce vieil antidote pour que le fondamentalisme batte en retraite. Ils oublient que la structure sociale au Maroc a changé et que les formes traditionnelles du religieux ne correspondent plus à la nouvelle demande.

Obnubilés par leur problème - il consiste à trouver des moyens idéologiques ou institutionnels pour contrer le fondamentalisme - ils n'ont pas suffisamment analysé les changements structurels. Encore aujourd'hui, ils ne se donnent ni le temps ni les moyens pour pouvoir bien assimiler la réponse des couches sociales au fondamentalisme, qu'elles portent du reste en elles-mêmes. Je pense que ce n'est pas le fondamentalisme en tant

que tel qui pose problème, mais les représentations de couches sociales qui sont congruentes au fondamentalisme. Donc, inversons la question. Au lieu de nous demander pourquoi il y a un courant fondamentaliste, dont les idées ne sont d'ailleurs ni originales, ni récentes, posons-nous la question : pourquoi est-il porté par autant de couches sociales ? Il y a des transformations sociales majeures qui ont conduit les individus à se poser des questions identitaires. Qui sommes-nous ? Quelle relation entretenir avec la modernité ? Pourquoi une telle fascination ou terreur vis-à-vis de l'Occident ?

*Vous avez beaucoup travaillé sur la sociologie de l'éducation. On a trop souvent souligné que l'enseignement marocain souffre de problèmes d'infrastructure, comme par exemple, l'idée qu'un grand nombre d'élèves dans une classe, conduit à l'échec des élèves. Ne trouvez-vous pas que ce genre de problème est surestimé ? Dans un article, vous allez d'ailleurs à l'encontre d'une telle idée .*

Le surnombre est un faux problème. La question est comment gérer le nombre. Certains affirment qu'il vaut mieux avoir 20 élèves par classe. Aucune étude ne le prouve. Une classe de 40 peut être bien gérée. Tout dépend de la valeur de l'enseignant. J'avais en effet, il y a plus de trente ans, démontré dans des articles et un ouvrage que les idées les plus communément admises à ce sujet sont entièrement fausses.

Par ailleurs, personnellement, je suis pour que l'on casse le système actuel de rémunération des enseignants. Qu'ils soient payés en fonction de leur rendement ! En France, pays jacobin par excellence, une fois que les enseignants sont recrutés, ils sont rémunérés sur la même base. Un changement timide verra bientôt le jour : on tiendra compte des pub- ►►

lications dans un proche avenir. En revanche, en Allemagne, aux États-Unis, au Japon, les salaires ne sont pas établis en fonction d'une grille unique et figée. Les salaires se discutent, les rémunérations sont fixées en fonction des capacités de chacun. Dans la recherche que j'ai menée à propos de l'enseignement supérieur, plusieurs professeurs marocains en sciences humaines et sociales ne cessent de se plaindre : « Est-il juste, demandent-ils, que nous, qui produisons, ayons le même salaire que ceux qui ne font rien ? » La question est légitime. Je leur donne raison.

Tout le monde est d'accord pour dire que le système éducatif n'est pas performant. Il se signale par une incurie totale. Il a toutes les tares. Le Roi s'en plaint : il l'a dit dans l'un de ses discours, cette année. Or, personne n'a le courage de s'attaquer à de véritables baronnies qui, à l'intérieur du système, empêchent des réformes sérieuses. Le comble est que de nombreux enseignants y trouvent leur compte. Les syndicalistes y trouvent le leur. Même les utilisateurs du système, je veux dire les élèves et étudiants, se sont adaptés à ce vice qui consiste, entre autres, à payer des cours supplémentaires aux enseignants censés s'acquitter de leur tâche en classe. Il faut casser ce cercle vicieux. Mais je ne vois pas qui osera le faire.

Vous me direz que l'économie marocaine peut parfaitement s'adapter au système actuel où l'élite est formée dans des écoles d'ingénieurs, où les enfants de bourgeois vont étudier dans les universités étrangères, où les techniciens ont accès aux écoles de formation de l'Office de formation professionnelle ; le reste végétera et se consumera dans un chômage éternel. C'est très grave, car le Maroc ne dispose pas d'autres ressources que

ses hommes et ses femmes. Nous ne pouvons nous permettre d'avoir 40 ou 50% de chômeurs jeunes et l'un des PIB les plus bas au monde. L'Etat consacre presque 39% du budget à l'éducation et à la formation, si l'on prend en considération toutes les dépenses de formation de tous les ministères. C'est énorme. Qui accepterait un tel scandale ? Pourquoi un tel échec ?

*Vous êtes sociologue et économètre. Comment considérez-vous les relations entre les deux grandes disciplines, la sociologie et l'économie ?*

Si je suis institutionnellement considéré comme sociologue, je ne suis pas un économètre, même si j'ai enseigné pendant des années des modèles formels aux économètres. La raison est, à mes yeux, simple. Je n'ai pas publié d'articles dans

les grandes revues d'économétrie, même si certaines de mes publications relèvent de l'économétrie, alors qu'en sociologie, j'en ai publié quelques uns, une centaine peut-être, et une vingtaine de livres.

Revenons aux relations entre la sociologie et l'économie. L'histoire des disciplines est curieuse. Pendant longtemps, il a été difficile de dissocier le sociologue de l'économiste, l'économiste du politiste, et le politiste du moraliste ou du philosophe. Si vous ouvrez les ouvrages d'Adam Smith, vous y trouvez une théorisation économique admirable, une dimension sociologique très élaborée, digne des pères fondateurs de la sociologie, une réflexion politique qui n'a peut-être d'équivalent que L'esprit des lois et une dimension philosophique que Hegel n'a fait en partie que reprendre en la

## LEXIQUE

◆ **Qu'est-ce que le paradoxe des conséquences ?**  
 ◆ Le concept «paradoxe des conséquences» est la traduction de l'expression allemande « die Paradoxie der Folgen », un concept forgé par Max Weber. «Admettons, explique Mohamed Cherkaoui, qu'un acteur définisse correctement les moyens, en vue d'atteindre des buts. Dans la mesure où il est rationnel, il doit idéalement prendre en considération non seulement les moyens et les fins, mais aussi les effets subsidiaires qui résultent de son action. Cependant, il n'est jamais en mesure d'éviter qu'apparaissent des conséquences subsidiaires inattendues et non voulues. Elles peuvent elles-mêmes retentir sur les fins poursuivies par l'agent dont la réalisation risque d'être partiellement ou même totalement illusoire... [Par exemple] le capitalisme est une conséquence du calvinisme, mais c'est un résultat non recherché par le calvinisme puisque les calvinistes fervents tiennent en suspicion le capitalisme et que la personnalité capitaliste ne peut fleurir avant que

les individus ne se soient libérés de cette suspicion et de cette culpabilité». Par ailleurs, ajoute-t-il, «le paradoxe des conséquences est l'ancêtre de l'expression effet pervers élaborée par Raymond Boudon dans les années 70, pour rendre compte d'effets inattendus et non voulus ».

### Définition de l'individualisme méthodologique

Le principe de l'individualisme méthodologique, dont Mohamed Cherkaoui est l'un des défenseurs, constitue l'un des deux paradigmes des sciences sociales. Selon ce principe, expliquer un phénomène social ou macro-phénomène, c'est l'analyser comme la résultante ou l'agrégation d'actions, de croyances ou d'attitudes individuelles et de leurs interactions. Dans ce cadre, l'action et la croyance individuelles ne se réduisent pas à des effets de structures. L'individualisme méthodologique s'oppose à l'autre paradigme des sciences sociales qu'est le « holisme méthodologique, qui explique les phénomènes sociaux par des totalités ou des universaux comme la classe sociale, l'Etat ou la nation.

dramatisant. Ici, je fais allusion au modèle de la main invisible et à sa dramatisation dans l'introduction à la philosophie de l'histoire du philosophe allemand.

Evidemment, toutes les sciences connaissent nécessairement une différenciation, une spécialisation croissante. Ceci a conduit l'économie, la sociologie et les sciences politiques à se différencier les unes des autres, à construire des théories irréductibles, de plus en plus fines, capables de définir des sphères du savoir limitées, précises et autonomes. Ce processus est tout à fait normal. Chaque science finit par se constituer en un cosmos, c'est-à-dire une totalité rationnelle, douée d'une logique intrinsèque, qui est fermée sur elle-même, excluant ou à tout le moins rendant le passage d'une science à l'autre difficile.

*Vous disiez dans un entretien qui date d'une vingtaine d'années que, sans les mathématiques, la statistique et l'informatique, la sociologie resterait abstraite, sans prise sur le réel. Comment se fait-il que cette perception tarde à être relayée au Maroc ?*

A cause de la formation des sociologues marocains. Ils ne sont pas formés à ces disciplines. Ils se contentent d'une formation livresque, qui ne dépasse pas le stade de l'observation. La formation du sociologue marocain d'aujourd'hui ne dépasse même pas celle du sociologue français à la fin du 19<sup>e</sup> siècle. Amusez-vous à ouvrir n'importe quelle revue de sociologie ou d'économie de renommée internationale, vous n'aurez aucune chance de lire et de comprendre les articles sans une grande culture mathématique et statistique. Mais ne jetons pas la pierre aux seuls enseignants de sociologie. Tant qu'ils ne disposent pas d'une autonomie au sein des facultés, d'un cursus



parfaitement conforme à l'état de la science aujourd'hui, tant qu'ils ne disposent pas de moyens financiers pour lancer eux-mêmes des études et former par la même occasion les étudiants, la situation de la sociologie ne changera pas. Le plus curieux est qu'il en est ainsi dans la plupart des départements de sociologie en France, avec cependant des exceptions.

Ne pensez-vous pas que la recherche en sciences sociales au Maroc manque d'explication des phénomènes étudiés ? Pourquoi nos chercheurs s'en tiennent-ils uniquement à la description ou à la so-disant explication par des « boîtes noires » ?

Vous avez raison. En général, nos collègues dépassent rarement le stade de la description, sauf certains qui disposent de théories fortes. Les chercheurs marocains en sciences sociales se situent au mieux au niveau infra-explicatif ou supra-descriptif, j'entends celui des descriptions statistiques. On n'explique pas en utilisant des modèles statistiques, aussi raffinés soient-ils. L'autre niveau, presque jamais atteint, concerne l'identification des mécanismes qui engendrent les phénomènes. Ce

niveau est de plus en plus admis par les chercheurs en sciences sociales et par les chercheurs en sciences de la nature, comme étant l'ultime objectif scientifique. Selon cette approche, expliquer, c'est adopter un point de vue démiurgique. La question que le chercheur se pose est la suivante: « Suis-je capable de construire des mécanismes qui me permettent d'engendrer les phénomènes que j'observe, les lois qui les régissent et les corrélations entre les phénomènes que j'identifie ? » C'est ce que j'ai appelé, dans un de mes derniers ouvrages, les « Invisible Codes ».

Or, construire un mécanisme générateur suppose que l'on dispose des hypothèses sur les unités ultimes, i.e. les acteurs, leurs relations et les contraintes qui s'exercent sur leurs actions. cela suppose donc l'individualisme méthodologique(\*) et le principe de rationalité. Sinon, vous n'expliquez qu'en utilisant des boîtes noires.

Prenez l'exemple de ceux qui expliquent tout par la notion d'habitus dans le même esprit que Pierre Bourdieu. Qu'est-ce que l'habitus si ce n'est une boîte noire ? Pourquoi les enfants issus des familles modestes réussissent moins bien scolairement et socialement que les enfants issus des couches moyennes ou bourgeoises ? Par l'habitus bien sûr, affirme-t-on, puisque les premiers ne font rien d'autre que reproduire ou extérioriser ce qu'ils avaient intériorisé dans leur milieu. Ces sociologues ne sont pas en mesure de répondre à la question du pourquoi. Ils se payent de mots. Alors que ceux qui prônent l'individualisme méthodologique et la rationalité en sont capables. Une boîte noire est l'asile de l'ignorance. ■

Pour la biographie et la bibliographie complète de Mohamed Cherkaoui, voir : <http://www.gemas.fr/equipe.htm>

## Dernier mot

par Nadia Alaoui Hachimi

# A qui profite la flambée immobilière ?

**L**a terre marocaine n'a plus de prix. En ville, en bord de mer, la valse des millions rythme la cadence des coups de pioche. Construire vite, toujours plus vite, vendre pour acheter de nouveaux mètres carrés que les derniers coups de pioche ont déjà rendus plus chers, et puis revendre pour acheter encore cette terre devenue si vite de l'or, sans que l'on sache encore très bien comment. Au Moyen-âge, les alchimistes voilaient leurs secrets occultes dans des traités énigmatiques et des formules obscures. Seuls les initiés pouvaient en déchiffrer les allégories et les symboles. Au Maroc aujourd'hui, l'immobilier aussi a ses initiés et ses faiseurs de fortune, aux pratiques obscures et aux ententes secrètes.

Il y a pénurie, nous dit-on. Pénurie de terrains d'un côté et, de l'autre, tant de Marocains qui se prennent à rêver de devenir un jour propriétaires. La mécanique est naturelle : la demande plus forte que l'offre fait enfler les prix. Jusque-là, rien à redire. Dans la flambée immobilière, la loi du marché est à l'œuvre. Les mauvais esprits qui soupçonnent une main invisible n'ont qu'à se taire : c'est naturel, on vous dit.

Pourtant, dans ce marché débridé, les forces ne se sont pas libérées seules. En trois, quatre ans, les Marocains ne sont pas devenus plus riches. Le PIB par habitant ou le revenu moyen n'a pas explosé, les emplois ne se sont pas multipliés. La demande a été boostée. Fonds de garantie pour accès à la propriété, baisse des taux

**un coup de gueule devant ce qui est en train de devenir l'un des plus beaux hold-up organisés que le Maroc ait jamais connu....**




d'intérêt, allongement de la durée des crédits, etc. Personne n'oserait s'en plaindre, car finalement quoi de plus légitime qu'une politique publique qui fait de l'accès au logement une de ses priorités ? Mais n'est-on pas allé trop vite ? Car pour maintenir l'équilibre, l'offre aurait dû connaître la même énergie libératrice. Certes, sur le papier, les directives administratives sont généreuses. Incitations fiscales pour les constructions à moins de 200.000 DH, refonte des agences urbaines pour accélérer le rythme des délais d'autorisation de construction, signatures à la pelle de conventions annonçant de pharaoniques projets de construction. Seul hic : les efforts se concentrent sur les coûts du logement, quand c'est la terre qui fait cruellement défaut.

Mal ficelée, trop rapide, la politique de l'habitat s'est traduite sur le ter-

rain par une vaste campagne de promotion immobilière. Résultat : au lieu de faire tomber la pression, les cessions du domaine public n'ont fait qu'alimenter la spéculation. Est-ce normal qu'aujourd'hui, chaque déplacement royal soit suivi d'une flambée des cours immobiliers ? Après chaque visite, on en attend l'annonce. Les plans d'aménagement urbain, qui tracent sur plusieurs décennies les zones et contours des villes sont des instruments institutionnels qui permettent justement d'éviter la spéculation foncière. Pourquoi Casablanca n'a-t-elle toujours pas son plan d'aménagement ? On y travaille, il sera rendu public prochainement, assure-t-on. Oui, mais en attendant, sans information, en créant une pénurie artificielle de terrains, des fortunes se sont faites, alimentées par les crédits à long terme des ménages à qui l'on a affirmé qu'avoir un toit était un droit. Aujourd'hui, cas unique au monde, les banques marocaines ont même institutionnalisé la pratique du noir, allant jusqu'à se vanter dans leurs publicités de pouvoir financer un bien à hauteur de 120%. Le surplus (sur lequel l'emprunteur paie des intérêts) va en direct et sans frais dans la poche du promoteur et en face, il n'y a personne pour trouver à y redire. « C'est le manque de logements, la demande est plus forte que l'offre, on vous dit ». Alors que l'on arrête de gonfler artificiellement la demande ! Derrière ces mots, rien de nouveau, certes. Juste un coup de gueule devant ce qui est en train de devenir l'un des plus beaux hold-up organisés que le Maroc ait jamais connu.... ■



An aerial photograph of a town in a rural landscape. The town is built on a hillside and is surrounded by green fields and forests. The roads radiate from the center of the town, resembling the branches of a tree. There are several small blue ponds or lakes scattered throughout the town and surrounding area. The overall scene is a mix of urban development and natural environment.

Si on vous dit environnement, vous voyez quoi ?

Vous voyez un arbre. Mais paradoxalement, il faut aussi y voir un défi industriel. Aujourd'hui, il est essentiel de savoir concilier activité humaine et environnement. L'augmentation de la consommation d'eau et d'énergie, de la production des déchets et l'encombrement des villes nécessitent de concevoir et de mettre en œuvre des solutions industrielles. Veolia Environnement en a fait son métier.

L'environnement est un défi industriel.

